



PRÉFET DE LA CÔTE D'OR

*Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Bourgogne – Franche-Comté*

Unité Départementale de Côte d'Or

ARRÊTÉ PRÉFECTORAL **PORTANT PRESCRIPTIONS COMPLÉMENTAIRES**

Société SUEZ RR IWS Minerals France

Commune de PONTAILLER-SUR-SAÔNE (21270)

LA PRÉFÈTE DE LA RÉGION BOURGOGNE FRANCHE COMTÉ
PRÉFÈTE DE LA CÔTE-D'OR
Chevalier de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VUS ET CONSIDÉRANTS

- Vu** le Code de l'environnement, notamment ses titres I^{er} et IV du livre V et son titre VIII du livre I (parties législatives et réglementaires) ;
- Vu** l'ordonnance n°2017-80 du 26 janvier 2017 relative à l'autorisation environnementale et ses décrets d'application ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 9 septembre 1997 relatif aux installations de stockage de déchets non dangereux ;
- Vu** l'arrêté ministériel du 30 décembre 2002 relatif aux installations de stockage de déchets dangereux ;
- Vu** l'arrêté préfectoral du 20 août 1999 fixant le montant des garanties financières à constituer par la société SITA FD pendant la période de suivi à long terme (ou post-exploitation) des ISDD et ISDND situées sur le territoire de la commune de PONTAILLER-SUR-SAÔNE (21270) – Ecopôle des Grands Moulins ;

Vu l'arrêté préfectoral du 5 avril 2000 relatif au suivi post-exploitation trentennal des ISDD et ISDND exploitées par la société SITA FD sur le territoire de la commune de PONTAILLER-SUR-SAÔNE (21270) – Ecopôle des Grands Moulins ;

Vu l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 autorisant la société SITA FD à procéder ou à faire procéder à l'implantation d'une centrale photovoltaïque sur les ISDD et ISDND réaménagées et anciennement exploitées sur la commune de PONTAILLER-SUR-SAÔNE ;

Vu le changement de raison sociale de la société SITA FD qui devient SUEZ RR IWS Minerals France à compter du 1^{er} juillet 2016 ;

Vu la demande d'autorisation d'exploiter présentée le 20 mai 2016, complétée le 24 janvier 2017, par la société SUEZ RR IWS Minerals, dont le siège social est situé Tour CB 21 – 16 place de l'Iris à PARIS LA DÉFENSE CEDEX (92040), à travers laquelle l'exploitant actualise le montant des garanties financières fixées par l'arrêté préfectoral du 20 août 1999 susvisé ;

Vu le projet d'arrêté porté le 24 mai 2017 (courrier électronique) à la connaissance du demandeur ;

Vu les observations présentées sur ce projet par la société SUEZ RR IWS Minerals le 26 juillet 2017 ;

Vu le rapport de l'Inspection des installations classées du 21 août ;

Vu l'avis du 19 septembre 2017 du CODERST au cours duquel le demandeur a été entendu ;

Vu le projet d'arrêté porté le 26 septembre 2017 à la connaissance du demandeur ;

Vu l'absence d'observations présentées par le demandeur sur ce projet par courrier du 03 octobre 2017 ;

CONSIDÉRANT que selon les dispositions prévues par l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le montant des garanties financières peut être modifié par un arrêté complémentaire pris dans les formes prévues à l'article R.181-45 du même code ;

Sur proposition de Monsieur le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte d'Or ;

ARRÊTE

Article 1 : Objet

Les dispositions du présent arrêté modifient et complètent celles de l'arrêté préfectoral du 5 avril 2000 fixant le contenu du suivi à long terme (ou post-exploitation) des ISDD et ISDND réaménagées et anciennement exploitées sur la commune de PONTAILLER-SUR-SAÔNE.

Les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 20 août 1999 sont remplacées par celle du présent arrêté.

Article 2 : Implantation d'une centrale photovoltaïque

Les conditions d'implantation, construction, conception et exploitation de la centrale photovoltaïque sont définies au chapitre 9.3 de l'arrêté préfectoral n° 698 du 10 octobre 2017 qui abroge l'arrêté préfectoral du 27 juillet 2015 susvisé.

a) Article 3 : Garanties financières

3.1. Objet

Les garanties financières définies dans le présent arrêté s'appliquent aux ISDD et ISDND réaménagées et anciennement exploitées sur la commune de PONTAILLER-SUR-SAÔNE, de manière à permettre, en cas de défaillance de l'exploitant, la prise en charge des frais occasionnés par les travaux permettant :

- la surveillance du site ;
- l'intervention en cas d'accident ou de pollution ;
- la remise en état du site après exploitation.

3.2. Montant des garanties

Période	Année (1 ^{er} janvier au 31 décembre)	Montant ¹ (en € TTC)
Suivi à long terme ou post-exploitation	2017	341 447
	2018	334 182
	2019	326 917
	2020	319 652
	2021	312 388
	2022	305 123
	2023	297 858
	2024	290 593
	2025	283 328
	2026	276 064
	2027	268 799
	2028	261 534
	2029	254 269

3.3. Établissement des garanties financières

Dans les conditions prévues par le présent arrêté, l'exploitant adresse au Préfet :

- le document attestant la constitution des garanties financières établie dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du code de l'environnement ;
- la valeur datée du dernier indice public TP01.

L'acte de cautionnement doit couvrir une période minimale de deux ans.

3.4. Renouvellement des garanties financières

Le renouvellement de l'acte de cautionnement des garanties financières intervient au moins trois mois avant la date d'échéance du document prévu à l'article 3.3 du présent arrêté. Pour attester du renouvellement de l'acte, l'exploitant adresse au Préfet, au moins trois mois avant la date d'échéance, un nouveau document dans les formes prévues par l'arrêté ministériel du 31 juillet 2012 relatif aux modalités de constitution de garanties financières prévues aux articles R. 516-1 et suivants du Code de l'environnement.

3.5. Actualisation des garanties financières

L'exploitant est tenu d'actualiser le montant des garanties financières et en atteste auprès du Préfet dans les cas suivants :

- tous les trois ans au prorata de la variation de l'indice publié TP 01 ;

¹ Ces montants ont été réévalués sur la base de l'indice TP01 d'août 2015 (102,9 ; base 2010) et d'une TVA à 20 %.

- sur une période au plus égale à cinq ans, lorsqu'il y a une augmentation supérieure à 15 (quinze)% de l'indice TP01, et ce dans les six mois qui suivent ces variations.

3.6. Modification du montant des garanties financières

L'exploitant informe le préfet, dès qu'il en a connaissance, de tout changement de garant, de tout changement de forme de garanties financières ou encore de toutes modifications des modalités de constitution des garanties financières, ainsi que de tout changement des conditions d'exploitation conduisant à une modification du montant des garanties financières.

3.7. Absence des garanties financières

Outre les sanctions rappelées à l'article L516-1 du Code de l'environnement, l'absence de garanties financières peut entraîner la suspension du fonctionnement des installations classées visées au présent arrêté, après mise en œuvre des modalités prévues à l'article L.171-8 du même code. Conformément à l'article L.171-9 du même code, pendant la durée de la suspension, l'exploitant est tenu d'assurer à son personnel le paiement des salaires, indemnités et rémunérations de toute nature auxquels il avait droit jusqu'alors.

3.8. Appel des garanties financières

En cas de défaillance de l'exploitant, le Préfet peut faire appel aux garanties financières :

- lors d'une intervention en cas d'accident ou de pollution mettant en cause directement ou indirectement les installations soumises à garanties financières ;
- ou pour la mise sous surveillance et le maintien en sécurité des installations soumises à garanties financières lors d'un événement exceptionnel susceptible d'affecter l'environnement ;
- pour la mise en sécurité de l'installation en application des dispositions mentionnées à l'article R.512-39-1 du code de l'environnement ;
- pour la remise en état du site suite à une pollution qui n'aurait pu être traitée avant la cessation d'activité.

Le Préfet appelle et met en œuvre les garanties financières en cas de non-exécution des obligations ci-dessus :

- soit après mise en jeu de la mesure de consignation prévue à l'article L. 171-8 du Code de l'environnement, c'est-à-dire lorsque l'arrêté de consignation et le titre de perception rendu exécutoire ont été adressés à l'exploitant mais qu'ils sont restés partiellement ou totalement infructueux ;
- soit en cas d'ouverture d'une procédure de liquidation judiciaire à l'encontre de l'exploitant ;
- soit en cas de disparition de l'exploitant personne morale par suite de sa liquidation amiable ou judiciaire ou du décès de l'exploitant personne physique.

3.9. Établissement des garanties financières

L'obligation de garanties financières est levée à la cessation d'exploitation ou à la fin de la période de suivi à long terme (ou post-exploitation), des installations nécessitant la mise en place des garanties financières, et après que les travaux couverts par les garanties financières ont été normalement réalisés.

Ce retour à une situation normale est constaté, dans le cadre de la procédure de cessation d'activité prévue aux articles R. 512 39-1 à R. 512-39-3 du Code de l'environnement, par l'inspection des installations classées qui établit un procès-verbal de constatation de la réalisation des travaux comme prévu à l'article R.512-39-3 III du même code.

L'obligation de garanties financières est levée par arrêté préfectoral après consultation des maires des communes intéressées. En application de l'article R.516-5 du Code de l'environnement, le Préfet peut demander la réalisation, aux frais de l'exploitant, d'une évaluation critique par un tiers expert des éléments techniques justifiant la levée de l'obligation de garanties financières.

Article 4 : Sanctions

Si les prescriptions fixées dans le présent arrêté ne sont pas respectées, indépendamment des sanctions pénales, les sanctions administratives prévues par le Code de l'environnement pourront être appliquées.

Article 5 : Recours

Conformément aux articles L.181-17 et R.181-50 du Code de l'environnement, le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

La présente décision ne peut être déférée qu'au Tribunal Administratif compétent, sis 22 rue d'Assas à DIJON (21000) :

- par les pétitionnaires ou exploitants, dans un délai de deux mois à compter du jour où le présent acte leur a été notifié ;
- par les tiers, intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L.181-3 du Code de l'environnement, dans un délai de quatre mois à compter de la dernière formalité suivante accomplie :
 - l'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R.181-44 du Code de l'environnement ;
 - la publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif prolonge de deux mois les délais mentionnés ci-dessus.

Article 6 : Information

Le présent arrêté sera notifié au pétitionnaire. Conformément aux dispositions de l'article R.181-44 du Code de l'environnement, en vue de l'information des tiers :

- une copie du présent arrêté est déposée en mairie de PONTAILLER-SUR-SAÔNE et peut y être consulté ;
- un extrait du présent arrêté est affiché en mairie de PONTAILLER-SUR-SAÔNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès verbaux de l'accomplissement de cette formalité sont dressés par les soins du maire et adressés à la préfecture de Côte d'Or ;
- le présent arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de Côte d'Or pendant une durée minimale d'un mois.

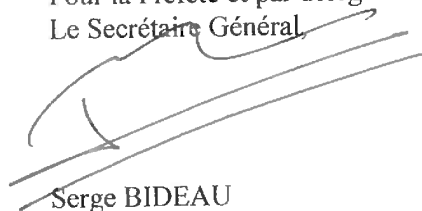
Article 7 : Exécution

Le Secrétaire Général de la Préfecture de la Côte-d'Or, M. le Maire de PONTAILLER-SUR-SAÔNE, M. le Directeur Régional de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement de Bourgogne Franche-Comté et M. le Directeur de la société SUEZ RR IWS Minerals France sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution des dispositions du présent arrêté dont une copie sera notifiée à :

- M. le Directeur Régional de l'Environnement de l'Aménagement et du Logement ;
- M. le Directeur des Services d'Archives Départementales ;
- M. le Directeur de la Société SUEZ RR IWS Minerals France ;
- M. le Maire de PONTAILLER-SUR-SAÔNE ;

Fait à DIJON le **10 OCT. 2017**

LA PRÉFÈTE
Pour la Préfète et par délégation
Le Secrétaire Général



Serge BIDEAU

